



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Commentaire No. 8 | Decembre 2015

Sommes-nous à la hauteur?

Tendances de l'éducation dans le Nord ontarien

© 2015 Institut des politiques du Nord
Publication de l'Institut des politiques du Nord
874, rue Tungsten
Thunder Bay (Ontario) P7B 6T6

ISBN: 978-1-988472-56-0

Téléphone : (807) 343-8956
Courriel : northernpolicy@northernpolicy.ca
Site Web : www.northernpolicy.ca

Ce rapport a été possible grâce à l'appui de nos partenaires : l'Université Lakehead, l'Université Laurentienne et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit :

Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

Traduction par Gilles Dignard.

Contenu

À propos de l'Institut des politiques du Nord _____ 4

À propos de l'auteur _____ 5

Introduction _____ 6

Historique _____ 7

Niveaux de scolarité dans le Nord ontarien _____ 9

Éducation des Autochtones _____ 14

L'éducation du Nord ontarien complète la boucle _____ 16

Références _____ 17

Qui nous sommes _____ 20

À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et à Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

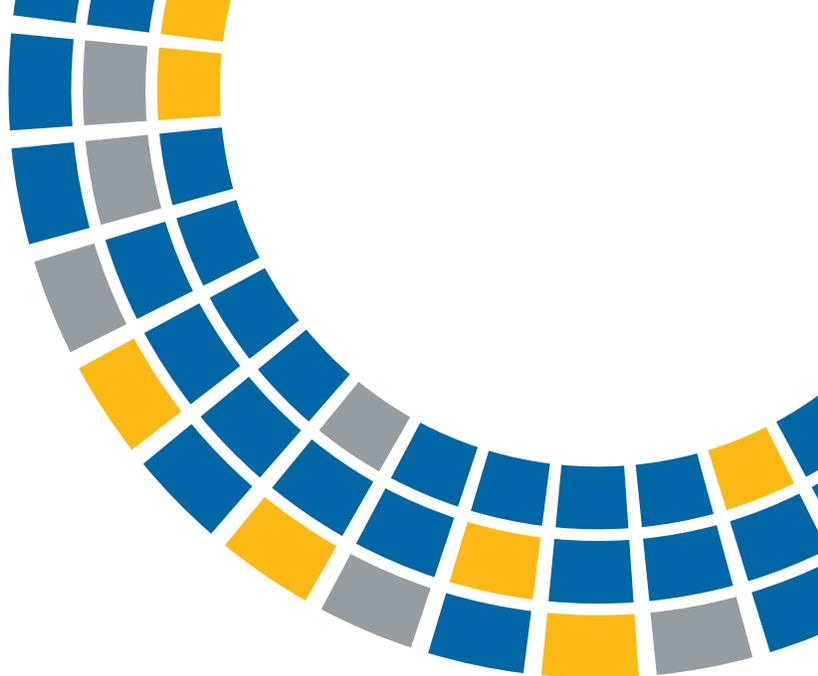
Vision

Un Ontario du Nord en croissance, durable et subvenant à ses propres besoins. Un Nord ontarien ayant la capacité non seulement de trouver des opportunités mais de les mettre à profit, seul ou à l'aide de partenariats intelligents. Un Nord ontarien qui contribue à la fois à sa propre réussite et à celle des autres.

Mission

L'Institut des politiques du Nord est un institut des politiques indépendant. Il existe aux fins suivantes :

- développer et promouvoir des options proactives, fondées sur des preuves et pilotées par des objectifs, qui permettent d'approfondir la compréhension des défis uniques du Nord ontarien et assurent le développement ainsi que la prospérité économique durables du Nord ontarien;
- faire de la recherche et de l'analyse en rapport avec ce qui suit :
 - » les politiques existantes et nouvelles, pertinentes pour le Nord ontarien;
 - » les tendances économiques, technologiques et sociales qui affectent le Nord ontarien;
- formuler et défendre des politiques qui bénéficient au Nord ontarien et aux collectivités des Premières Nations;
- servir à des fins complémentaires et compatibles avec ces objectifs.



Valeurs

Objectivité : L'Institut des politiques du Nord est un organisme constitué en personne morale, qui est non partisan et sans but lucratif; il procède à des évaluations équitables, équilibrées et objectives des enjeux politiques dans le contexte de l'ensemble du Nord ontarien.

Pertinence : L'Institut des politiques du Nord favorisera de la recherche pratique et appliquée portant sur les problèmes existants ou nouveaux ainsi que sur les répercussions immédiates et futures pour le Nord ontarien, en tenant compte des thèmes et objectifs du Plan de croissance pour le Nord de l'Ontario 2011.

Collaboration : L'Institut des politiques du Nord reconnaît la valeur des contributions multidisciplinaires, multiculturelles et d'intervenants multiples lorsqu'il s'agit de l'avancement collectif du Nord ontarien; il travaille dans le cadre d'une approche inclusive et de collaboration, afin d'offrir aux décideurs une gamme complète d'options politiques.

Coordination : L'Institut des politiques du Nord complétera les efforts de recherche des établissements postsecondaires et des organismes non gouvernementaux du Nord ontarien; il explorera aussi les occasions de déployer des efforts coordonnés favorisant le mandat de l'Institut des politiques du Nord.

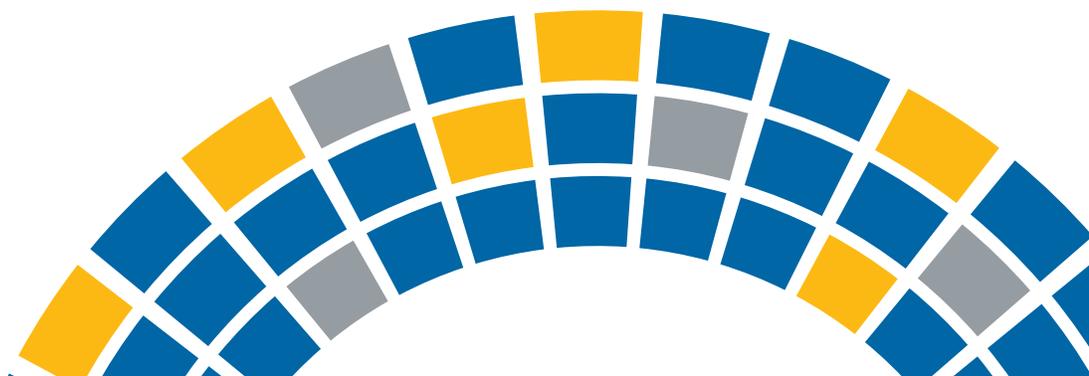
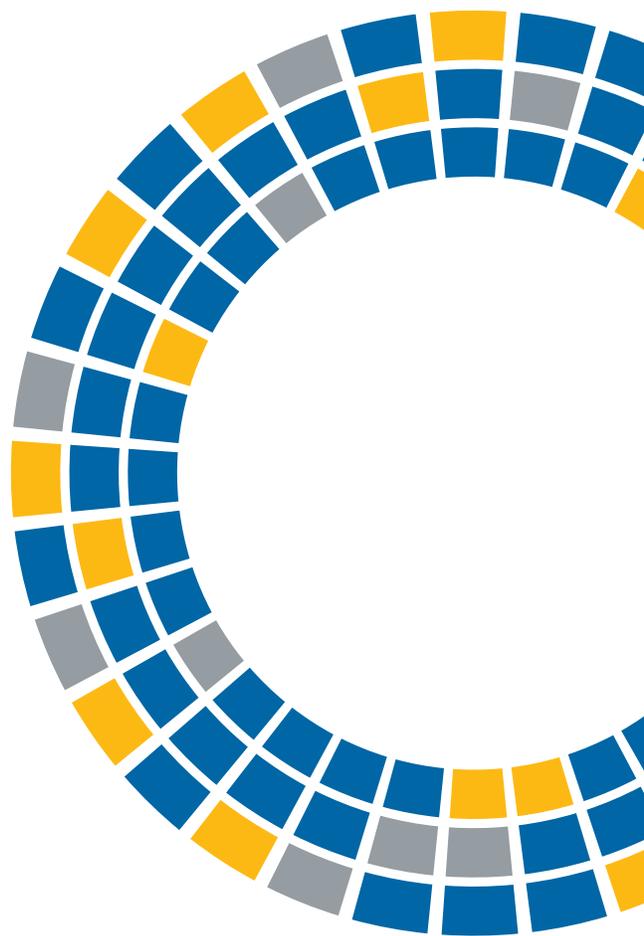
Accessibilité : Les travaux de l'Institut des politiques du Nord seront accessibles au public, afin de stimuler l'engagement de celui-ci et de dialoguer avec lui; ils serviront à promouvoir les points de vue liés aux intérêts du Nord ontarien et de sa population.

À propos de l'auteur **Mike Commito**



Mike Commito rejoint l'Institut des politiques du Nord comme analyste des politiques en Juin 2015. Il compte plus de sept années d'expérience dans la recherche et l'écriture de l'histoire des questions de gestion des ressources naturelles qui affectent le nord de l'Ontario, allant de la foresterie à la gestion de la faune.

Mike est diplômé de l'Université Laurentienne avec un BA (2008) et une maîtrise (2010) en histoire. Il a récemment terminé son doctorat en histoire canadienne de l'Université McMaster.



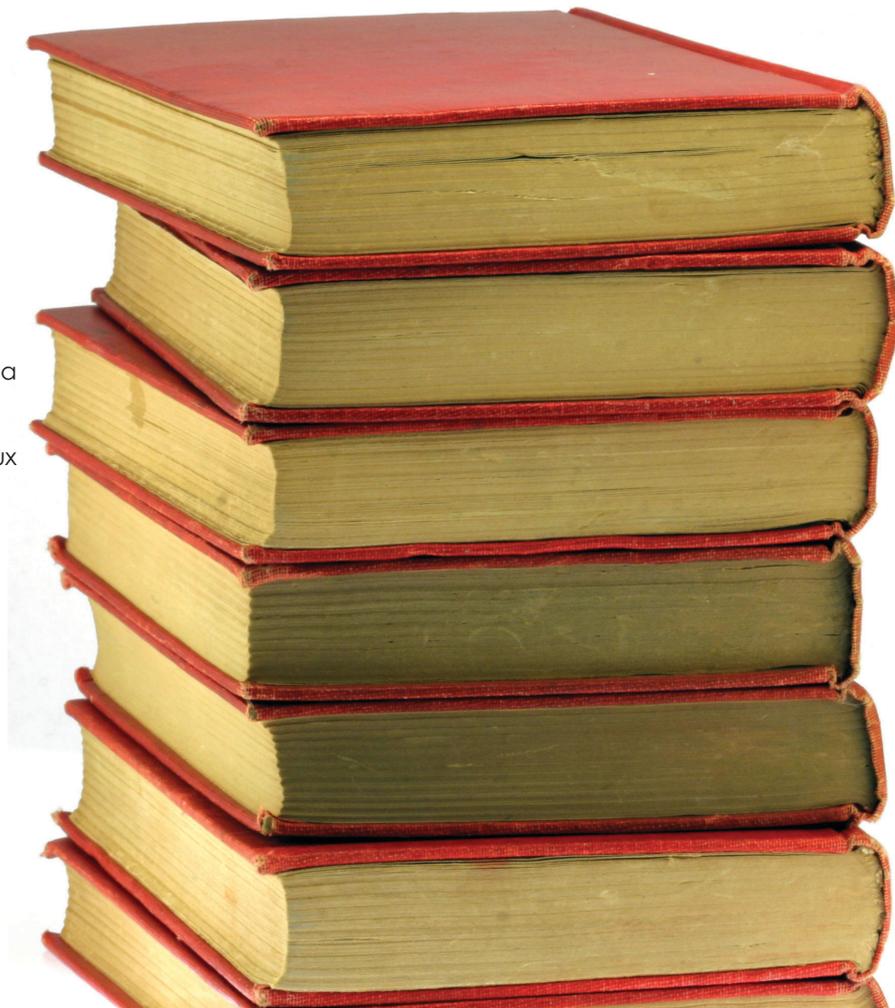
Introduction

Dans ce rapport sont examinées les tendances et caractéristiques du niveau de scolarité dans le Nord de l'Ontario. La première section du document traite de l'éducation officielle ainsi que des niveaux de l'emploi dans les districts de recensement du Nord ontarien et contient des comparaisons avec le reste de la province et du Canada. La deuxième section couvre l'éducation secondaire dans le Nord ontarien, et elle est spécifiquement axée sur les taux de diplomation. Dans la dernière section, l'auteur se penche sur l'éducation des Autochtones de l'Ontario en général, un aspect important de tout échange utile relié à l'éducation dans le Nord de l'Ontario.

Dans cet article, l'auteur fait remarquer que, en ce qui concerne les niveaux de scolarité dans le Nord ontarien, il y a un écart entre la région et le reste de la province au regard de mesures telles que les niveaux officiels d'éducation, les taux de diplomation et l'éducation des Autochtones. Comme la population du Nord ontarien décline, il sera important d'aborder certains des problèmes du système d'éducation si la région espère améliorer les possibilités d'emploi, maintenir et améliorer les chiffres de la rétention des jeunes et améliorer la santé des collectivités autochtones.

Voici des observations importantes :

- Les niveaux officiels de l'éducation dans le Nord ontarien sont inférieurs à ceux des moyennes provinciales. Surtout, moins de personnes dans la région ont une formation secondaire et postsecondaire.
- Le taux de diplomation dans les écoles secondaires publiques anglaises du Nord ontarien est bien inférieur à celui de la moyenne provinciale. Les taux des écoles secondaires catholiques françaises et anglaises correspondent ou dépassent ceux de la moyenne provinciale.
- L'éducation des Autochtones est encore un domaine de préoccupation majeur pour l'ensemble de la province.



Historique

Comme pour la plupart des gouvernements, l'Ontario voit dans le système d'éducation un moyen de cultiver ses citoyens et de leur donner les outils favorisant une vie meilleure. Cela a d'abord été reconnu lorsque l'Ouest du Canada¹ a présenté la Common School Act, en 1841, comme façon de centraliser l'éducation et de la placer fermement entre les mains du gouvernement. Au cours du dix-neuvième siècle, ce nouveau système a évolué grâce au gouvernement et au point où l'historien Peter Baskerville écrivait plus tard pendant ce siècle, « il est plus probable que les enfants de l'Ontario aillent à l'école que les enfants de n'importe quelle autre province » (Baskerville, 2010).

« Pour s'attaquer au manque de système permanent d'éducation, le gouvernement de l'Ontario a mis en place une intervention originale dans les années 1920, par l'offre d'écoles mobiles (schools on wheels), à savoir des classes dans des wagons de chemin de fer, dans les collectivités isolées du Nord ontarien. »

Puisque le Nord ontarien a été colonisé et développé beaucoup plus tard que le reste de la province, il est demeuré hors de la mire du gouvernement jusque vers la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième. La démographie a changé cette situation car la population du Nord ontarien a explosé entre 1891 et 1931, augmentant de 55 000 à 360 000 (Kuhlberg, 2015). Cet essor a forcé le gouvernement à faire davantage pour la région, mais les vastes distances et la faible densité de la population ont compliqué l'administration. Plus tôt, le Nord ontarien était synonyme de nombreuses richesses naturelles et de possibilités économiques, mais cela contrastait grandement avec le manque de services sociaux, notamment pour l'éducation.

Enfant arrivant au train école en traîneau tiré par des chiens à Chapleau, en Ontario



Source: Bibliothèque et Archives Canada/Office national du film du Canada/Collection Photothèque/PA-142371
© Library and Archives Canada. Crédit : H. Wright Corp. nlc-4721

Des enfants autochtones, finnois, norvégiens, français et anglais à l'intérieur d'un train école à Nemigos, près de Chapleau, en Ontario, vers 1950



Source: Bibliothèque et Archives Canada/Office national du film du Canada/Collection Photothèque/PA-111570
© Bibliothèque et Archives Canada. Crédit : H. Wright Corp. nlc-4723

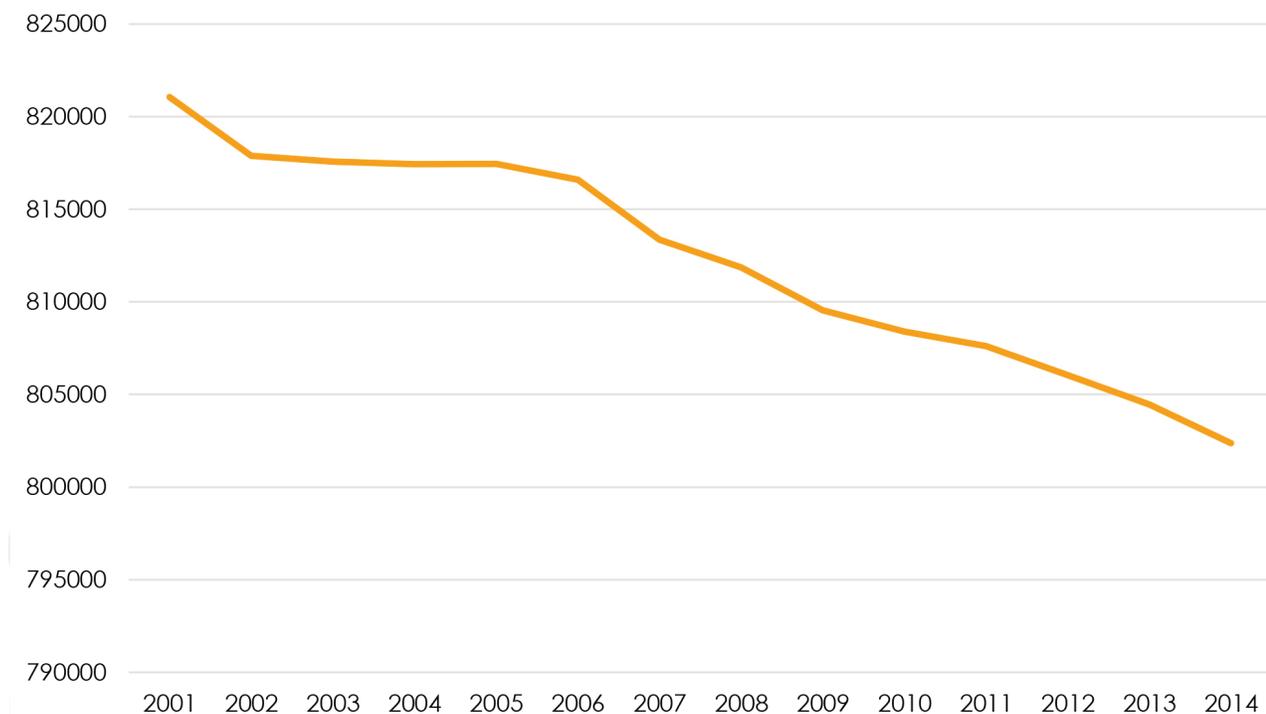
1 Précurseur de l'Ontario, de 1841 à 1867

Pour s'attaquer au manque de système permanent d'éducation, le gouvernement de l'Ontario a mis en place une intervention originale dans les années 1920, par l'offre d'écoles mobiles (schools on wheels), à savoir des classes dans des wagons de chemin de fer, dans les collectivités isolées du Nord ontarien. Instituée par J.B. MacDougall, inspecteur général adjoint des écoles, la première de ces écoles itinérantes ouvrait ses portes en 1926 et dura pendant presque 40 ans. À son apogée, ce système comptait sept écoles mobiles, qui offraient de l'enseignement à quelque 226 enfants (Stamp, 1982). Les historiens ont étudié assez affectueusement ces classes mobiles, affirmant que, « en plus de l'éducation, elles apportaient l'espoir aux enfants et aux adultes de nos zones éloignées du Nord, puis, ce qui était probablement plus important pour eux comme personnes et citoyens du Canada, la constatation du fait que quelqu'un se préoccupait profondément de leur bien-être » (Clewley et Kelly, 1975).

Les méthodes du gouvernement provincial, servant à répandre l'éducation ont certes changé depuis les débuts du vingtième siècle, mais la question demeure une préoccupation importante du Nord de l'Ontario. Des réactions originales sont nécessaires, car la population de la région a décliné au cours des dix dernières années (voir la Figure 1), et il est prévu qu'elle descende au niveau plancher de 776 000 d'ici 2036, ce qui représenterait une baisse de 3,5 % par rapport à 2013 (Ministère des Finances, 2014).

Comme la population de la région continue de descendre, le perfectionnement de l'éducation est crucial. Une population vieillissante dans le Nord ontarien limitera la capacité de la région de compenser l'émigration par des hausses naturelles. Par conséquent, le Nord ontarien doit trouver des façons d'y assurer aux jeunes des possibilités d'éducation et d'emploi.

Figure 1. Population du Nord ontarien, de 2001 à 2014



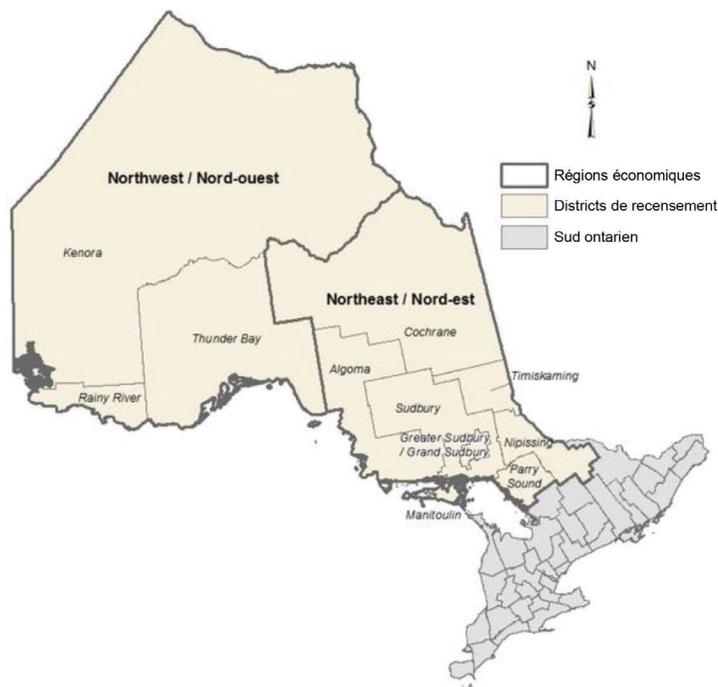
Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 051-0062 – Calcul par la combinaison des populations pour chacun des onze districts de recensement dans le Nord ontarien, de 2001 à 2014.

Niveaux de scolarité dans le Nord ontarien

L'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada, montre que beaucoup de districts de recensement² du Nord ontarien ont un pourcentage supérieur de personnes de la population active, qui n'ont pas de certificat, de diplôme ou de degré quelconque, par rapport à l'Ontario et au Canada dans leur ensemble. Beaucoup de ces districts risquent aussi d'avoir un pourcentage inférieur de personnes ayant un certificat, diplôme ou grade postsecondaire, par rapport aux moyennes provinciales et nationales.

Par exemple, du nombre estimatif total des personnes dans la main-d'œuvre de l'Ontario (actives ou non, de tous les âges), 19 % de celles-ci n'ont pas de certificat, diplôme ou grade, 26 % ont un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, et 55 % ont un certificat,

Figure 2. Nord ontarien, par région économique et district de recensement.



Source : Statistique Canada. Conception et production de l'Institut des politiques du Nord, septembre 2014.

un diplôme ou un grade postsecondaire.³ Au niveau national, ces chiffres se comparent assez bien, soit 20, 26 et 54 % respectivement.

Inversement, dans les 11 districts du Nord ontarien, tous avaient des pourcentages supérieurs de personnes sans certificat, diplôme ou grade, par rapport aux moyennes nationales et provinciale. Par exemple, dans le Nord-Ouest ontarien, le district de Kenora avait le pourcentage le plus élevé de personnes sans certificat, diplôme ou grade, soit 31 %. À d'autres endroits, y compris les districts de Cochrane et de Timiskaming dans le Nord-Est, le pourcentage était semblable, soit 30 % (Figure 3). Par habitant, cela est considérablement supérieur à la moyenne provinciale.

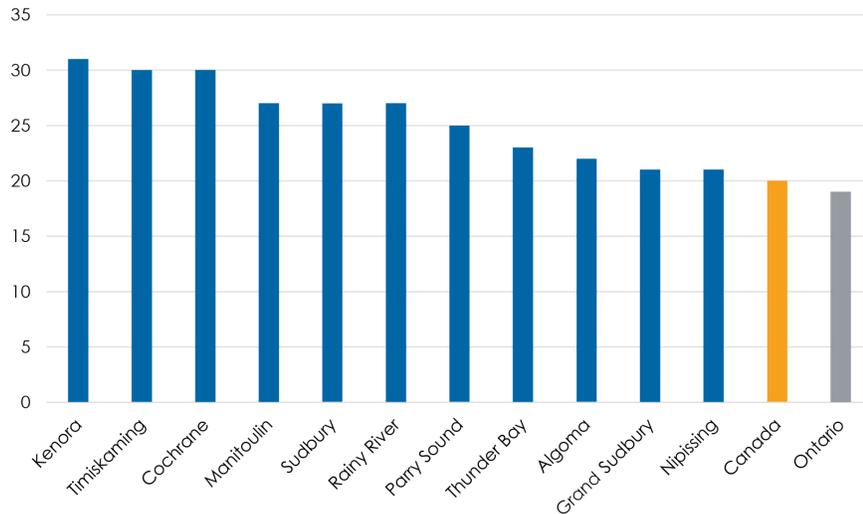
En ce qui concerne le diplôme secondaire ou l'équivalent, dans les 11 districts du Nord ontarien, les tendances correspondent à celles des moyennes provinciale et nationale. Et en Ontario et au Canada, 26 % de la main-d'œuvre totale a un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent. La moyenne des 11 districts du Nord ontarien est également de 26 %, mais aussi basse que 23 % dans le district de Cochrane et aussi élevée que 28 % dans le district d'Algoma (Enquête nationale auprès des ménages de 2011).

Même si le Nord ontarien est à un niveau d'égalité avec ses contreparties provinciale et nationale au regard des études secondaires au sein de la population active, il y a en moyenne moins de gens qui ont un certificat, diplôme ou grade postsecondaire (Figure 4). En Ontario, les estimations indiquent que 55 % de la main-d'œuvre totale a terminé un programme postsecondaire. Pour le Canada, c'est 54 %. La moyenne des 11 districts du Nord ontarien est de 50 %, ce qui n'est pas considérablement inférieur mais néanmoins notable. Bien que d'autres endroits tels que les districts du Grand Sudbury et de Thunder Bay se situent presque au niveau de la moyenne provinciale, avec 54 et 52 % respectivement, des districts plus petits et éloignés tels que Kenora et Timiskaming sont considérablement inférieurs aux moyennes régionale, provinciale et nationale, à 44 et 45 %.

² Le Nord ontarien comprend onze districts de recensement : Timiskaming, Algoma, Cochrane, le Grand Sudbury, Kenora, Manitoulin, Nipissing, Parry Sound, Rainy River, Sudbury et Thunder Bay.

³ De Statistique Canada : « " Plus haut certificat, diplôme ou grade " renvoie au plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu selon une hiérarchie généralement liée au temps passé " en classe ". Dans le cas des études postsecondaires, on considère qu'un diplôme universitaire est plus élevé qu'un diplôme collégial et qu'un diplôme collégial est plus élevé qu'un diplôme d'une école de métiers. Même si certains programmes d'écoles de métiers peuvent durer aussi longtemps ou plus longtemps que certains programmes collégiaux ou universitaires, la majorité des heures des programmes de métiers sont consacrées à la formation en cours d'emploi et un moins grand nombre d'heures sont consacrées à la formation en classe. »

Figure 3. Pourcentage de la population active totale du Nord ontarien, sans certificat, diplôme ou grade, 2011



Source : Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada

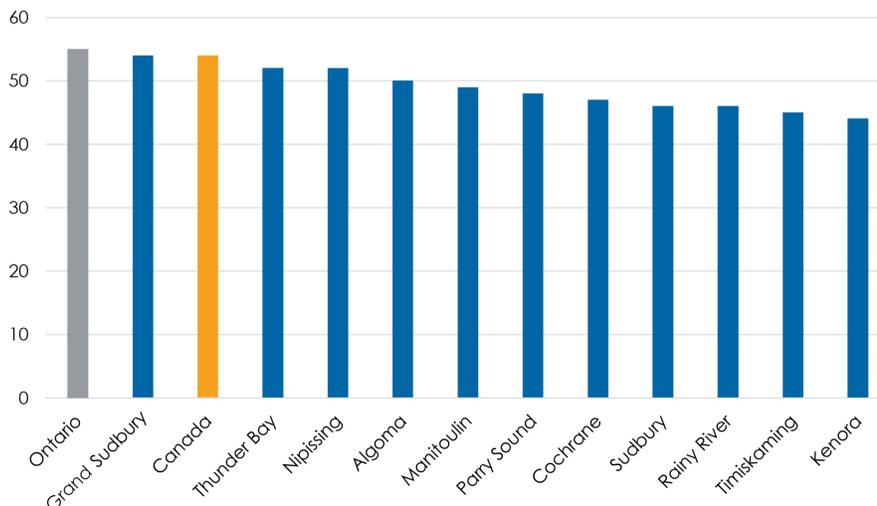
Les chiffres pour certains de ces districts du Nord ne sont pas étonnants, compte tenu de l'importance du secteur des ressources naturelles pour les économies locales. Des industries telles que celles de l'exploitation minière et de la foresterie, des éléments qui font partie intégrante de l'économie du Nord fondée sur les ressources, exigent souvent moins d'éducation postsecondaire pour certains postes, et cela risque ensuite de se traduire par un taux inférieur d'éducation postsecondaire dans certains secteurs.

Ces chiffres suggèrent qu'une partie de la main-d'œuvre du Nord ontarien possède beaucoup moins d'éducation secondaire et postsecondaire que ses

contreparties d'autres zones de la province. Ces constatations ont été faites par Chris Southcott dans son étude de 2008, « Tendances dans les niveaux d'éducation du Nord de l'Ontario ». De même, son utilisation des données du recensement de 2006 a permis de trouver que « les niveaux de scolarité du Nord ontarien continuent d'être inférieurs aux moyennes de l'Ontario » (Southcott, 2008).

Selon le prochain rapport de recherche de l'Institut des politiques du Nord, par Bakhtiar Moazzami, Ph. D., les estimations montrent que le pourcentage des nouveaux emplois exigeant une éducation postsecondaire augmentera considérablement dans

Figure 4. Pourcentage de la population active totale du Nord ontarien, avec un certificat, diplôme ou grade postsecondaire, 2011



Source : Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada

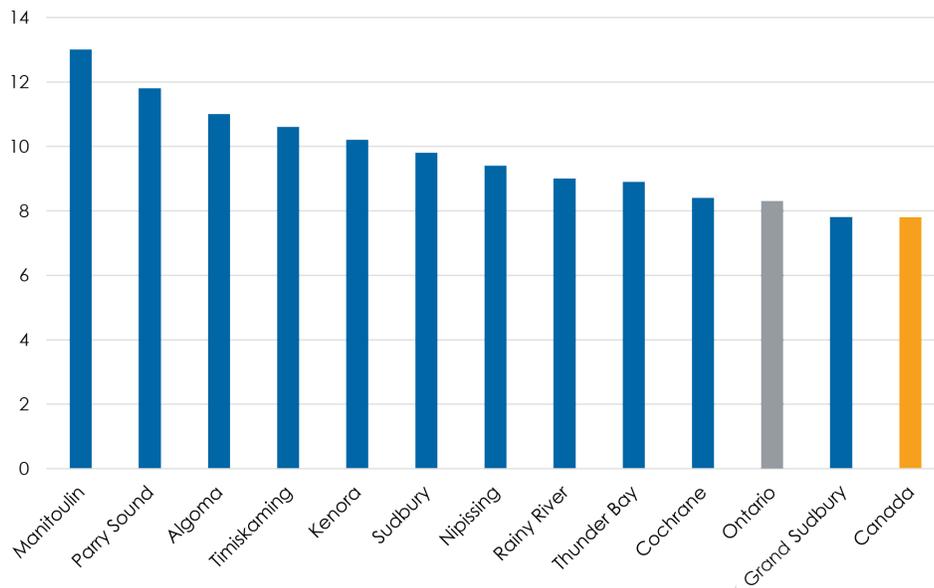
le futur. À l'aide de diverses études réalisées par des organismes, dont le ministère de l'Éducation de l'Ontario, Ressources humaines et Développement des compétences Canada et d'autres agences gouvernementales, Moazzami a estimé que 70 % des nouveaux emplois en 2011 exigeaient une éducation secondaire et, selon les prévisions, ce seuil devrait monter à 80 % d'ici 2031 (Moazzami, 2015).

Sur un plan, cela suggère que le Nord ontarien est moins éduqué que le reste de la province, mais pourrait aussi expliquer les taux de chômage supérieurs dans le Nord ontarien. Compte tenu de la plus récente Enquête nationale auprès des ménages (2011) de Statistique Canada, le taux de chômage (tous les âges) pour la main-d'œuvre totale est à 8,3 % en Ontario et à 7,8 % au Canada (Figure 5). Des districts

du Nord-Est ontarien (Cuddy, 2015). Il convient aussi de remarquer que 39 % de la population canadienne vit en Ontario; pourtant, près de 42 % des chômeurs canadiens résident dans la province (Mowat Centre, 2014). Il s'ensuit que c'est un problème considérable, et celui-ci pourrait contribuer aux niveaux d'émigration des jeunes et rendre encore plus difficile la rétention. Si le Nord ontarien veut réduire ces niveaux d'émigration, il est nécessaire de déployer des efforts pour offrir aux jeunes des opportunités en matière d'éducation et d'emploi, dans la région où ils vivent.

Comment se mesure l'éducation secondaire du Nord ontarien, par rapport au reste de la province et du pays? Selon le ministère de l'Éducation de l'Ontario, le taux provincial de diplomation du secondaire est plus élevé qu'il ne l'a jamais été au cours des dix

Figure 5. Taux de chômage de la population active totale (%) dans le Nord ontarien, 2011



Source : Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada

du Nord ontarien, tels ceux de Manitoulin et de Parry Sound, ont des taux de chômage aussi élevés que 13 et 11,8 %. Le Grand Sudbury a le taux de chômage le plus bas dans la région, à 7,8 %, mais également les niveaux les plus élevés de certificats, diplômes et grades postsecondaires, à 54 %. Les districts ayant de plus grandes proportions de travailleurs sans certificats, diplômes ou grades affichent aussi des taux de chômage supérieurs. Bien que ces taux puissent être liés aux niveaux d'éducation, ils pourraient également être des sous-produits de l'instabilité des économies fondées sur les ressources naturelles et qui dominent la région. Beaucoup de professions de l'économie des ressources naturelles ont des variations saisonnières, ce qui pourrait expliquer les taux de chômage plus élevés que d'habitude. Les districts ayant des taux de chômage supérieurs à la moyenne, notamment Algoma, Cochrane et Parry Sound, sont aussi ceux qui contribuent le plus aux niveaux d'émigration des jeunes

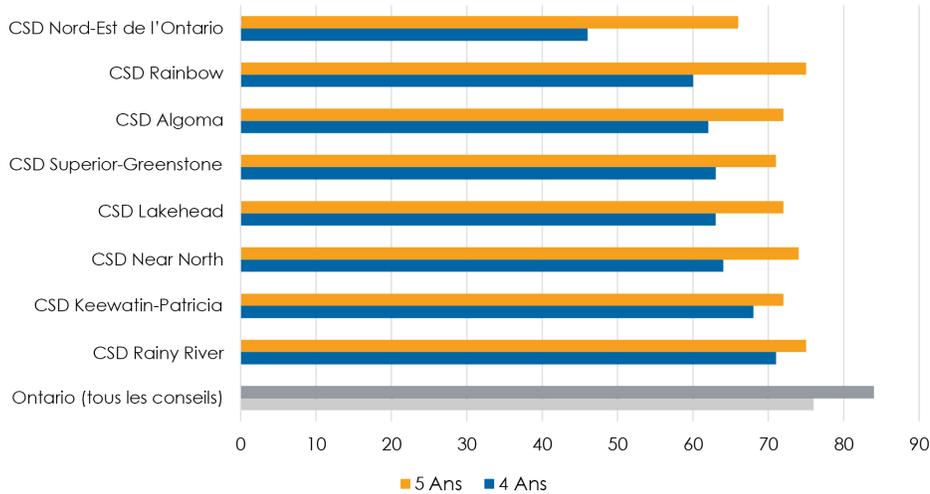
dernières années. Ce taux chez les élèves terminant leurs études secondaires en cinq ans est de 16 points de pourcentage plus élevé qu'il ne l'était en 2004, ayant passé de 68 % à 84 %. Une hausse considérable a également été observée chez les diplômés après quatre ans d'études, de 56 %, en 2004, jusqu'à 76 %, en 2014, ce qui démontre que « depuis 2004, approximativement 163 000 élèves de plus ont obtenu leur diplôme que si le taux de diplomation était demeuré au niveau de 2004 » (Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 2015). McKinsey and Company, un cabinet de conseils en gestion de Londres, en Angleterre, a également affirmé que l'Ontario se trouve « parmi les systèmes scolaires dont le rendement est le plus élevé dans le monde », et cette province a également l'un des taux de diplomation du secondaire les plus élevés dans le monde (Mourshed et coll., 2010). En dépit de cet optimisme et de ces louanges flatteuses, le taux de diplomation dans les conseils

scolaires des écoles publiques anglaises du Nord de l'Ontario demeure bien en dessous de la moyenne provinciale. Parmi les huit conseils scolaires en question (Figure 6), le taux de diplomation le plus élevé chez les élèves qui ont terminé en quatre ans a été de 68 % pour le conseil scolaire du district de Kéewatin-Patricia; parmi ceux qui ont terminé en cinq ans, 74 % des

catholique anglais ait dépassé la moyenne provinciale pour les cycles des quatre et cinq ans, les trois autres (Figure 7) étaient encore considérablement supérieurs à ceux des huit conseils scolaires des écoles publiques anglophones.

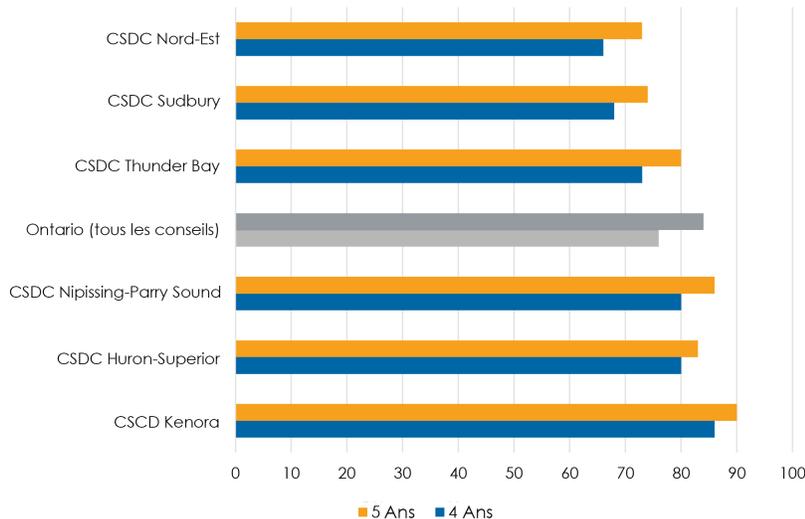
Les conseils scolaires catholiques francophones

Figure 6. Taux de diplomation moyens de 2014 dans les conseils scolaires anglophones du Nord ontarien vs ceux de la province



Source : Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 2015.

Figure 7. Taux de diplomation de 2014 dans les conseils scolaires catholiques anglophones du Nord ontarien vs ceux de la province



Source : Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 2015.

élèves ont obtenu leur diplôme dans le conseil scolaire du district de Near North. Les taux de diplomation les plus bas ont été au conseil scolaire de district d'Ontario Northeast : 46 % pour les quatre ans et 66 % pour les cinq ans.

Les taux de diplomation sont beaucoup plus positifs dans les conseils scolaires catholiques du Nord (français comme anglais). Bien qu'un seul conseil scolaire

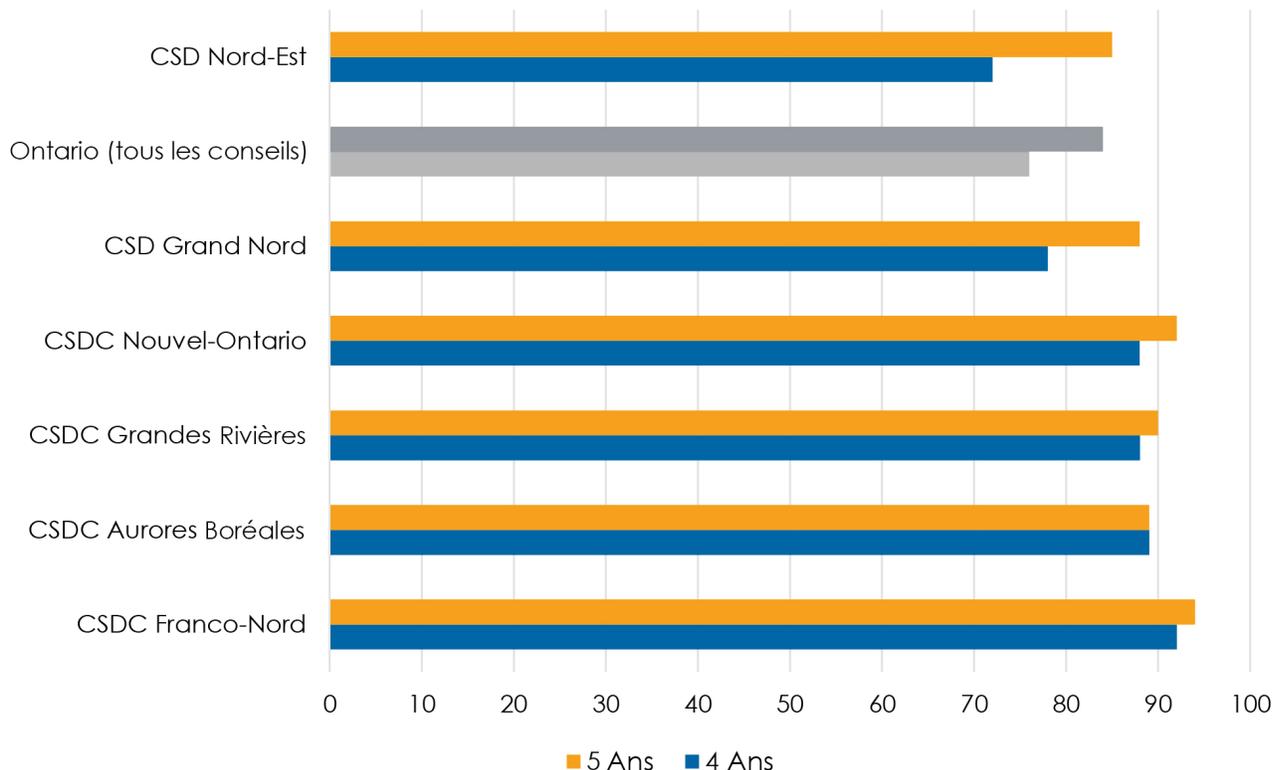
du Nord ontarien font bien meilleure figure que leurs contreparties publiques anglophones. Les six conseils scolaires de langue française qui paraissent à la Figure 8 ont affiché des taux de diplomation considérablement supérieurs à ceux de la moyenne provinciale pour tous les conseils scolaires de l'Ontario. Il est possible que les résultats supérieurs des écoles secondaires de langue française soient reliés à des classes de plus petites tailles. Selon le ministère de

L'Éducation de l'Ontario, pendant l'année scolaire de 2013-2014, 662 446 élèves étaient inscrits dans les écoles secondaires de la province, mais les élèves de langue française n'y représentaient que 4 % de ce total (Ministère de l'Éducation, 2014).

Bien que les taux de diplomation du niveau secondaire dans les conseils scolaires catholiques francophones et anglophones du Nord ontarien égalent ou dépassent les taux provinciaux, les taux de diplomation au secondaire dans les conseils scolaires publics anglophones sont considérablement inférieurs à la moyenne provinciale. Le conseil scolaire de district de Rainbow (SCDR), le plus gros de la région et situé à Sudbury, indique pourquoi les taux de diplomation sont un problème dans la région. Les constatations les plus récentes du ministère révèlent que seulement six élèves sur dix auront leur diplôme de l'école secondaire de Rainbow au cours des quatre prochaines années, et huit sur dix diplômés au cours des cinq prochaines années, à compter de leur inscription. Il est important

de se rappeler que le SCDR englobe aussi des endroits tels que Manitoulin Island, Espanola et Levack. Par conséquent, certains élèves de ces zones éloignées pourraient devoir franchir de plus grandes distances pour se rendre à leur école et en revenir. Est-ce que de tels facteurs inhérents de la réalité administrative et géographique du Nord ontarien pourraient compliquer la situation? Faudrait-il aussi tenir compte d'exigences pour l'obtention du diplôme, notamment que les élèves aient un minimum de 40 heures de service communautaire? Il est plus difficile pour les élèves des zones rurales de répondre à une pareille exigence? Plus précisément, ont-ils le même accès que leurs homologues urbains à des organismes leur permettant d'accumuler ces heures de bénévolat? Il se pourrait que les conseils scolaires des écoles publiques anglophones du Nord ontarien doivent faire davantage pour élever les taux de diplomation et pour aider les élèves à réaliser leur plein potentiel, mais est-ce que cela ne serait que la surface d'un beaucoup plus gros problème?

Figure 8. Taux de diplomation de 2014 dans les conseils scolaires catholiques francophones du Nord ontarien vs ceux de la province



Source : Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 2015.

Éducation des Autochtones

Bien que l'éducation des Autochtones relève souvent du gouvernement fédéral, selon les estimations, il y a approximativement 78 000 élèves autochtones en Ontario, et 82 % d'entre eux iront dans des écoles financées par des fonds publics de la province (Gallagher-Mackay, Kidder, Methot, 2013). Les Autochtones représentent en gros 13 % de la population du Nord ontarien; par conséquent, l'éducation des Autochtones y demeure un enjeu clé pour le ministère de l'Éducation.⁴ D'ici 2016, le Ministère espère que mettre de nouveau l'accent sur l'éducation des Autochtones, dans le cadre de la Nouvelle approche des affaires autochtones de la province, produise des résultats positifs dans trois domaines cruciaux décrits dans le Cadre d'élaboration des politiques de l'Ontario en éducation des Premières nations, des Métis et des Inuit (document divulgué en 2007) : améliorer le rendement des élèves des Premières Nations, des Métis et Inuit; combler les écarts du rendement qui existent entre les élèves autochtones et non autochtones dans un certain nombre de domaines, depuis l'alphabétisation et le calcul jusqu'à la poursuite des études postsecondaires; voir à ce que tous les élèves comprennent les cultures et points de vue autochtones (Ministère de l'Éducation, 2007). Dans un rapport d'étape publié en 2009, il a été révélé qu'il y a maintenant des relations plus solides et des capacités renforcées grâce aux liens noués entre les conseils scolaires de la province et les organismes autochtones. (Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 2009.) Dans la deuxième mise à jour, nous lisons que ces partenariats continuent de se développer et que le Ministère a amorcé une collecte et une analyse de données liées à l'auto-identification des élèves autochtones, afin de déterminer des mesures de référence (Ministère de l'Éducation, 2013). Le processus de collecte des données devrait avoir débuté dès la mise en place du Cadre en 2007, afin de permettre un accès plus tangible au programme. Néanmoins, combler les lacunes socioéconomiques entre la population autochtone et non autochtone est un projet national crucial qui débute par l'éducation, et le Ministère continue ce travail aux niveaux des collectivités et des conseils.

L'éducation postsecondaire des Autochtones est une autre question importante. Selon le profil de

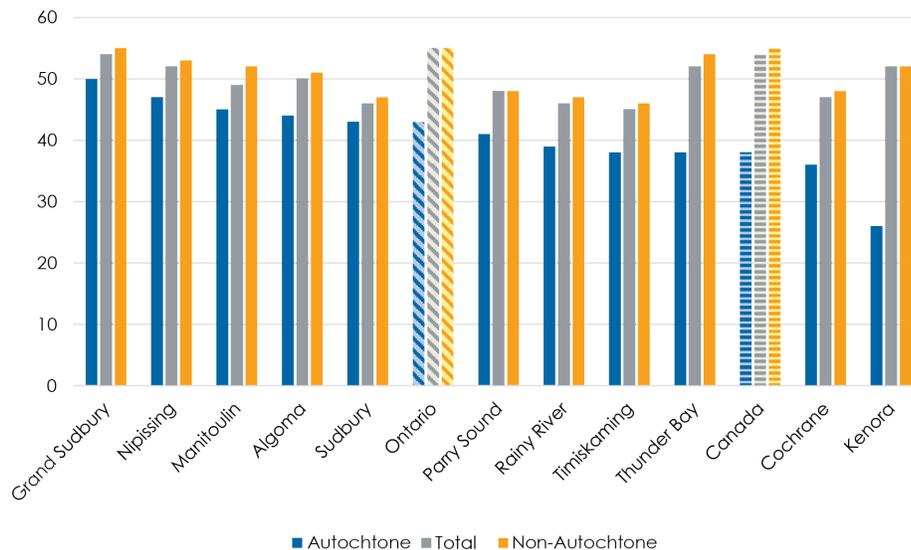
4 L'expression peuples autochtones englobe les Premières Nations, les Métis et les Inuit. La population a été calculée en comparant le profil de la population autochtone de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 et le profil général de l'ENM 2011, au niveau de la division de recensement. Il faudrait aussi noter que le taux moyen global de non-réponse pour ces districts est près de 34 %, une limite qui a été signalée par les critiques de l'Enquête nationale auprès des ménages. Par conséquent, les chiffres relatifs à la population autochtone sont prudents.

la population autochtone de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, 31 % de la population autochtone de l'Ontario (âgée de 15 ans et plus) a moins qu'un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent. Cela constitue un changement positif par rapport à l'estimation de 42 % dans le recensement de 2001 et, bien que cela mérite des louanges, des efforts accrus sont également nécessaires au niveau postsecondaire. Les niveaux de scolarité postsecondaire pour les élèves autochtones demeurent inférieurs à ceux de leurs homologues non autochtones, mais il y a des signes positifs, à savoir que l'écart se rétrécit. Les niveaux de scolarité des élèves autochtones des districts de recensement du Grand Sudbury et de Nipissing sont très près de ceux des élèves non autochtones, et près de la moitié des districts du Nord ontarien sont au-dessus de la moyenne provinciale; de plus presque tous dépassent la moyenne nationale chez les élèves autochtones (Figure 9).⁵

choisir des programmes postsecondaires dans des secteurs près de la collectivité, en raison de la suspicion et de l'isolement liés aux systèmes des écoles non autochtones ainsi que des effets persistants entourant le système des écoles résidentielles, qui ont engendré une méfiance intergénérationnelle face au système d'éducation et continue de limiter la participation des élèves autochtones (Nardozi, 2013). Nardozi a également trouvé qu'il y avait un désir évident chez les membres de la collectivité de faire des études postsecondaires mais que le problème principal continuait d'être l'intégration des élèves autochtones dans le système d'éducation postsecondaire et vice versa (Nardozi, 2013). Comme de plus en plus d'emplois au Canada requièrent une forme quelconque d'éducation postsecondaire, il est nécessaire que les élèves autochtones soient en mesure d'accéder à une éducation supérieure, réduisant ainsi les disparités tout en améliorant les résultats de leur propre marché du travail (Frenette, 2010).

La disparité de la scolarité est reliée à des problèmes plus généraux dans les inégalités sociales et économiques, mais la proximité est aussi un facteur. Des chercheurs tels qu'Angela Nardozi ont noté que les Premières Nations en général, et les collectivités Anishinabek en particulier, risquaient davantage de

Figure 9. Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus, avec un certificat, diplôme ou grade postsecondaire, 2011



Source : Statistique Canada, Profil de la population autochtone de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011

5 La population non autochtone a été calculée en comparant le profil de la population autochtone de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 et le profil général de l'ENM 2011, pour chaque district de recensement. Il faudrait aussi noter que le taux moyen global de non-réponse pour ces districts est près de 34 %, une limite qui a été signalée par les critiques de l'Enquête nationale auprès des ménages. Par conséquent, les chiffres relatifs à la population autochtone sont prudents.

L'éducation du Nord ontarien complète la boucle

Les classes mobiles du Nord ontarien du début du vingtième siècle sont peut-être un vestige des débuts du système d'éducation, mais elles pourraient réapparaître. En 2009, le Cambrian College de Sudbury, a dévoilé un système de formation mobile axé sur ses programmes de métiers spécialisés (Bulloch, 2009). À l'aide de tracteurs à semi-remorque, le Cambrian College espère que le système mobile puisse permettre d'« éliminer les écarts en matière d'enseignement des métiers spécialisés – y compris la formation préalable pour les métiers ainsi que la formation par apprentissage et la formation d'entreprise personnalisée – dans les régions éloignées et dans les collectivités autochtones rapprochées des développements miniers et industriels » (Cambrian College, 2009). Dans une large mesure, comme pour

« Le système d'éducation du Nord ontarien ne donne pas les mêmes résultats que les résultats moyens en Ontario et au Canada. [. . .] il est clair qu'il reste du travail à faire pour élever les niveaux de la région. »

les classes mobiles de l'Ontario dans les wagons au début du vingtième siècle, les remorques mobiles de formation pour les métiers et qu'offre le Cambrian College permettront de s'attaquer à certains problèmes uniques et de logistiques inhérents de la région. Rapprocher des collectivités du Nord et des Premières Nations l'enseignement postsecondaire et la formation, pourrait constituer une étape d'un plus grand effort pour hausser le niveau de scolarité, les taux de diplomation du secondaire ainsi que l'éducation autochtone dans le Nord ontarien.

Le système d'éducation du Nord ontarien ne donne pas les mêmes résultats que les résultats moyens en Ontario et au Canada. Par l'examen des niveaux d'éducation au sein de la main-d'œuvre de la région, des taux de diplomation du secondaire et de l'éducation des Autochtones, il est clair qu'il reste du travail à faire pour élever les niveaux de la région. Au centre du casse-tête se trouve le problème de l'accessibilité. Ce n'est pas par coïncidence que des zones du Nord telles que le Grand Sudbury et

Thunder Bay ont les taux les plus élevés d'éducation postsecondaires et les taux de chômage les plus bas. Pourquoi? Les deux ont d'excellentes opportunités postsecondaires pour les élèves locaux. Les collectivités autochtones et non autochtones situées plus au nord ont des possibilités limitées d'éducation postsecondaire et toute option viable ne peut être retenue qu'après une relocalisation considérable. Marc Frenette a trouvé qu'il est beaucoup moins probable que les élèves qui résident à une « distance de navettage trop grande » fassent des études postsecondaires que ceux qui se trouvent « dans une zone de navettage ». Chez les élèves qui se trouvent à plus de 40 km d'une université (35 % de la population étudiante) seulement 63 % ont des chances d'aller à l'université peu après leurs études secondaires, par rapport à ceux qui vivent dans un rayon de 40 km d'une université. Chez les élèves qui sont éloignés de plus que 80 km d'une université, seulement 58 % ont des chances d'y être étudiants, par rapport à ceux vivant dans un rayon de 40 km. Par conséquent, la distance de l'école sert certes à les dissuader, surtout à cause des coûts de la relocalisation, un problème qui pèse plus lourd pour les étudiants qui proviennent de familles à plus faible revenu (Frenette, 2004). L'arrivée du programme de formation mobile du Cambrian College pour les métiers peut aider à résoudre les problèmes d'accessibilité et, nous espérons que l'ampleur et la portée de ces activités augmenteront au fur et à mesure que d'autres établissements postsecondaires le remarqueront. Toutefois, bien que ces installations mobiles de formation soient certainement innovatrices, elles ne sont pas non plus des solutions à long terme.

Une des questions les plus pressantes dans le Nord ontarien demeure celle des infrastructures. Rapprocher les collectivités du Nord de l'éducation supérieure par des points d'enseignement physiques est une possibilité, mais accroître dans la région l'accessibilité aux opportunités postsecondaires exigera de porter une attention permanente aux investissements dans les infrastructures et à leur développement. À part l'approche du « si vous le construisez, ils viendront », il faut en plus insister sur l'investissement dans les infrastructures existantes, en particulier la connectivité dans les zones plus au nord. Améliorer les infrastructures numériques et des communications favorisera non seulement le développement économique mais, au niveau de l'éducation, améliorera aussi les contextes d'apprentissage pour les élèves et les enseignants, puis leur fournira les outils de l'enseignement pour le futur.

Même si les niveaux de scolarité accusent un retard par rapport à ceux de la province, il y a de l'optimisme à l'horizon. Faire ce qui est le mieux pour les enfants du Nord exige des efforts permanents afin de leur offrir la meilleure éducation possible. Cela comprend attirer d'excellents enseignants, car le Nord ontarien peut être un endroit formidable pour apprendre et pour enseigner. Il est compliqué d'améliorer l'éducation; proposer des solutions exige des penseurs innovateurs.

Références

- Baskerville, Peter A. 2005. *Sites of Power: A Concise History of Ontario*. Don Mills, ON: Oxford University Press.
- Bulloch, Lynn. 2009. « Explore Cambrian's Mobile Trades Training Trailer in Espanola. » Retrieved from <http://www.cambriancollege.ca/NewsEvents/Lists/News%20Features%20%20Media%20Releases/Display.aspx?List=50addb35-da99-4807-8549-138769f0fd0d&ID=998>
- Cambrian College. 2009. « Cambrian College's Mobile Trades Training Going Places. » Retrieved from <http://www.cambriancollege.ca/Departments/SkyTech/Documents/Cambrian%20trailer%201pager.pdf>
- Clewley, Gary R. and Nancy Kelly. 1975. *Report on the Car Schools of Northern Ontario*.
- Cuddy, James. 2015. « From Laggard to Leader (Almost): Northeast Showing Potential for Growth. » Thunder Bay : Institut des politiques du Nord.
- Frenette, Marc. 2004. « Access to College and University: Does Distance to School Matter? » *Canadian Public Policy* 30, 4: 427-443.
- Frenette, Marc. 2010. « Are Economic Returns to Schooling Different for Aboriginal and Non-Aboriginal People. » In *Pursuing Higher Education in Canada: Economic, Social, and Policy Dimensions*, éd. Ross Finnie, Marc Frenette, Richard E. Muelle et Arthur Sweetman. Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Gallagher-Mackay, Kelly, Annie Kidder et Suzanne Methot. 2013. *First Nations, Métis, and Inuit Education: Overcoming gaps in provincially funded schools*. People for Education, 2013. Retrieved from <http://www.peopleforeducation.ca/wp-content/uploads/2013/10/First-Nations-M%C3%A9tis-and-Inuit-Education-2013.pdf>
- Globe and Mail*. 2013. « Northern Ontario First Nations sign education agreement with province, Ontario, » Source <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/Northern-ontario-first-nations-sign-education-agreement-with-province-ottawa/article10955970/>
- Kuhlberg, Mark. 2015. *In the Power of the Government: The Rise and Fall of Newsprint in Ontario, 1894-1932*. Toronto: University of Toronto Press.
- Ministère de l'Éducation 2007. *Cadre d'élaboration des politiques de l'Ontario en éducation des Premières nations, des Métis et des Inuit*. Toronto : Imprimeur de la Reine pour l'Ontario.
- Ministère de l'Éducation 2009. *Solid Foundations for the Road Ahead: Fall 2009 Progress Report on Implementation of the Ontario First Nation, Métis, and Inuit Education Policy Framework*. Source : http://www.edu.gov.on.ca/eng/aboriginal/SoundFoundation_RoadAhead.pdf
- Ministère de l'Éducation 2013. *A Solid Foundation: Second Progress Report on the Implementation Of the Ontario First Nation, Métis, and Inuit Education Policy Framework*. Source : <http://www.edu.gov.on.ca/eng/Aboriginal/ASolidFoundation.pdf>
- Ministère de l'Éducation 2014. « Education Facts, 2013-14. » Source : <http://www.edu.gov.on.ca/eng/educationFacts.html>
- Ministère de l'Éducation 2015. « More Ontario Students Graduating High School Than Ever Before. » Source : <http://news.ontario.ca/opo/en/2015/04/more-ontario-students-graduating-high-school-than-ever-before.html>
- Ministère des Finances. 2014. *Ontario Population Projections, 2013-2041: Ontario and its 49 Census Divisions*. Source : <http://www.fin.gov.on.ca/en/economy/demographics/projections/projections2010-2041.pdf>
- Moazzami, Bakhtiar. 2015. « Tentative Title. » Institut des politiques du Nord, [pour bientôt]
- Mourshed, Mona et coll. 2010. *How the World's Most Improved School Systems Keep Getting Better*. London: McKinsey & Company.

- Mowat Centre. 2014. *Un programme économique fédéral pour l'Ontario. Document de travail*. Toronto : Université de Toronto. School of Public Policy & Governance. Source : http://mowatcentre.ca/wp-content/uploads/publications/XX_a_federal_economic_agenda_for_ontario.pdf
- Nardozi, A. 2013. « Perceptions of Postsecondary Education in a Northern Ontario First Nation Community », *First Nation Perspectives* 5, 1 (2013), 1-23.
- Southcott, Chris. 2008. « N° 8 – Tendances dans les niveaux d'éducation du Nord de l'Ontario », Commissions locales du Nord de l'Ontario (mai 2008).
- Stamp, Robert M. 1982. *The Schools of Ontario 1876-1976*. Toronto : University of Toronto Press.
- Wood, J. David. 2000. *Making Ontario: Agricultural Colonization and Landscape Re-Creation Before the Railway*. Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press.

Qui nous sommes

À l'interne, l'Institut des politiques du Nord cherche à être aussi « dégraissé » que possible, une grande partie du travail étant confié par contrat à des experts dans les domaines à l'étude. Cette approche permet d'éviter les risques associés aux groupes de réflexion et aux gros organismes bureaucratiques. Elle donne aussi à l'Institut des politiques du Nord davantage de souplesse dans un large éventail d'enjeux, pendant le renforcement de l'expertise maison et régionale, par l'appariement de jeunes cerveaux lors de placements temporaires et de travaux spécifiques sur des projets, et ce, avec des experts talentueux qui peuvent les guider et les encadrer.

Certains des acteurs clés dans ce modèle et leurs rôles se trouvent ci-dessous :

Conseil d'administration : Le conseil d'administration détermine l'orientation stratégique de l'Institut des politiques du Nord. Les administrateurs font partie de comités opérationnels s'occupant de finance, de collecte de fonds et de gouvernance; collectivement, le conseil demande au chef de la direction de rendre des comptes au regard des objectifs de nos objectifs du plan stratégique. La responsabilité principale du conseil est de protéger et de promouvoir les intérêts, la réputation et l'envergure de l'Institut des politiques du Nord.

Président et Chef de la direction : recommande des orientations stratégiques, élabore des plans et processus, assure et répartit les ressources aux fins déterminées.

Conseil consultatif : groupe de personnes engagées et qui s'intéressent à aider l'Institut des politiques du Nord mais non à le diriger. Chefs de files dans leurs domaines, ils guident l'orientation stratégique et y apportent une contribution; ils font de même en communication ainsi que pour les chercheurs ou personnes-ressources de la collectivité élargie. Ils sont pour de l'Institut des politiques du Nord une « source de plus mûre réflexion » sur l'orientation et les tactiques organisationnelles globales.

Conseil consultatif pour la recherche : groupe de chercheurs universitaires qui guide et apporte une contribution en matière d'orientations potentielles de la recherche, de rédacteurs possibles, d'ébauches d'études et de commentaires. C'est le « lien officiel » avec le monde universitaire.

Évaluateurs-homologues : personnes qui veillent à ce que les articles spécifiques soient factuels, pertinents et publiables.

Rédacteurs et chercheurs associés : personnes qui offrent, au besoin, une expertise indépendante dans des domaines spécifiques de la politique.

Tables rondes et outils permanents de consultation – (grand public, intervenants gouvernementaux et communautaires) : moyens qui assurent que l'Institut des politiques du Nord demeure sensible à la collectivité, puis reflète les priorités de CELLE-CI et ses préoccupations lors de la sélection des projets.

Conseil d'administration



Ron Arnold



Pierre Bélanger



Martin Bayer



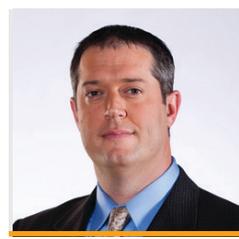
Thérèse Bergeron-Hopson



Terry Bursey



Dr. Harley d'Entremont



Alex Freedman



Jean Paul Gladu



Dr. George C. Macey



Dawn Madahbee



Hal J. McGonigal



Doug Murray



Madge Richardson



Ray Riley



Brian Tucker

President et Chef de la direction



Charles Cirtwill

Conseil consultatif

Dr. Gayle Broad
Barbara Courte Elinesky
Brian Davey
Tony Dean
Don Drummond
Tannis Drysdale (Chair)
John Fior
Ronald Garbutt

Peter Goring
Frank Kallonen
Duke Peltier
Kathryn Poling
Peter Politis
Tina Sartoretto
Keith Saulnier

Conseil consultatif pour la recherche

Dr. John Allison
Hugo Asselin
Dr. Randy Battocchio (Chair)
Dr. Stephen Blank
George Burton
Dr. Robert Campbell
Dr. Iain Davidson-Hunt
Jonathan Dewar
Dr. Livio Di Matteo
Dr. Morley Gunderson
Dr. Anne-Marie Mawhiney

Leata Ann Rigg
S. Brenda Small
J.D. Snyder
Dr. Lindsay Tedds

NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

northernpolicy.ca